

Zeitschrift: Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft

Herausgeber: Schweizerische Vereinigung für Politische Wissenschaft

Band: 24 (1984)

Artikel: Réflexions pour une approche intégrée du développement au sud et au nord

Autor: Bugge, Ronald / Forster, Jacques

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-172401>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

RÉFLEXIONS POUR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT AU SUD ET AU NORD

par Ronald Bugge et Jacques Forster

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, on assiste à l'émergence d'une problématique du développement qui a exercé une influence croissante sur les relations internationales. Jusqu'à récemment, cette problématique n'a pratiquement été appliquée qu'aux pays du Tiers-monde. Il s'avère aujourd'hui non seulement qu'à bien des égards l'évolution de ces pays n'a pas répondu aux attentes, mais aussi que dans nos sociétés industrielles se multiplient les problèmes qui demandent une réflexion de fond sur notre développement à long terme. Après avoir passé en revue quelques-uns des problèmes contemporains les plus préoccupants, au Nord comme au Sud, nous évoquerons trois grandes approches qui proposent des solutions pour relancer le développement. Les réponses offertes aujourd'hui par les approches dominantes ne semblent guère pertinentes. Les stratégies de développement devront désormais également englober le devenir des sociétés industrielles dans une perspective visant à réduire les inégalités aussi bien nationales qu'internationales et à garantir la reproduction à long terme des ressources naturelles.

Seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges sind wir Zeugen des Aufkommens einer Entwicklungsproblematik, die sich in zunehmendem Masse auf die internationale Beziehungen ausgewirkt hat. Bis vor kurzem wurde diese Problematik nur auf die Dritte-Welt-Länder bezogen. Heute aber erweist es sich, dass nicht nur die Entwicklung dieser Länder die Erwartungen in mancher Hinsicht nicht erfüllt hat, sondern dass sich auch in unseren Industriegesellschaften Probleme anhäufen, welche eine grundsätzliche Auseinandersetzung mit unserer langfristigen Entwicklung verlangen. Nachdem wir einige der heute beunruhigsten Entwicklungsprobleme kurz aufgeführt haben, werden wir drei Hauptauffassungen untersuchen, die jede eine eigene Lösung dieser Probleme vorschlägt. Unserer Ansicht nach sind die von den heutig vorherrschenden Auffassungen gegebenen Antworten nicht zutreffend. Von heute an sollten die Entwicklungsstrategien auch die Entwicklung der Industrieländer miteinbeziehen, und dies mit der Perspektive, die auf nationaler sowie internationaler Ebene existierenden Ungleichheiten zu reduzieren und die langfristige Erhaltung der Bodenschätze zu garantieren.

I. Introduction

Le thème du développement exerce une influence croissante sur les relations internationales depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les importantes disparités économiques entre pays du Tiers-monde et pays industriels, la décolonisation et l'arrivée sur la scène politique mondiale de nombreux Etats d'Asie et d'Afrique rendirent inéluctable l'émergence d'une problématique Nord-Sud. Par ailleurs, la bipolarité du monde de l'après-guerre fit du Tiers-monde un enjeu de la rivalité entre les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest.

Aujourd'hui les relations économiques entre pays industriels et pays du Tiers-monde se sont à tel point diversifiées qu'aucun aspect de la politique économique extérieure de ces pays n'échappe à la problématique Nord-Sud. En Suisse par exemple, au cours de ces dernières années, les thèmes de la promotion des exportations, d'une éventuelle adhésion aux institutions de Bretton Woods ou de la participation aux Accords généraux d'emprunts ont été largement débattus sous l'angle des relations de notre pays avec le Tiers-monde. Il arrive ainsi que des questions liées au développement deviennent des enjeux de politique intérieure.

Un nombre important de pays du Tiers-monde offrent actuellement l'image d'économies fortement dépendantes de l'extérieur. Ils sont en outre aux prises avec des problèmes économiques, sociaux, politiques et écologiques d'une ampleur considérable. Simultanément, les pays industriels sont confrontés à une récession économique qui accentue les difficultés liées aux mutations technologiques; leur environnement naturel est aussi menacé. Ceci provoque un début de prise de conscience que les problèmes de développement ne sont pas le lot exclusif des pays du Tiers-monde.

Dans les pages qui suivent, nous évoquerons d'abord les problèmes actuels qui, au Nord comme au Sud, nous paraissent les plus préoccupants. Ces problèmes sont liés entre eux; leur aggravation résulte donc souvent de la conjugaison de plusieurs facteurs d'origine à la fois nationale et internationale. Nous verrons ensuite la pertinence des principales approches proposées pour sortir l'économie mondiale, et particulièrement les pays du Tiers-monde, des difficultés actuelles.

Par «approche» nous entendons ici le cadre conceptuel simplifié, le système de valeurs que les praticiens de l'économie et de la politique tirent des théories économiques pour fonder leurs politiques. Nous esquisserons enfin les grandes lignes d'une approche intégrée des problèmes de développement du Nord comme du Sud qui émerge peu à peu de la marginalité où les approches dominantes l'avaient confinée.

II. Un monde en voie de développement

Beaucoup de pays du Tiers-monde – et pas seulement les plus pauvres – connaissent actuellement une situation de crise profonde qui affecte aussi

bien leurs relations avec les pays industriels que leur situation économique et sociale interne. Dans certaines régions, cette crise a aussi une dimension écologique dont les conséquences à moyen et long termes pèseront lourdement sur toutes les politiques visant à améliorer le bien-être des populations concernées.

Depuis le début des années 1970, la dépendance des pays du Tiers-monde vis-à-vis des apports extérieurs de ressources s'est globalement considérablement accrue. Entre 1970 et 1980, la dette extérieure des pays du Tiers-monde a augmenté deux fois plus vite que leur production.¹ La capacité des pays emprunteurs à rembourser n'a ainsi pas suivi l'évolution du service de leurs dettes. C'est pourquoi, plusieurs des plus gros débiteurs qui appartiennent au groupe des 'nouveaux pays industriels', ont été pris dans l'engrenage du surendettement. C'est surtout en Amérique latine que le poids de la dette extérieure a atteint un niveau insoutenable. A titre d'exemple, si l'on inclut les dettes à court terme, le ratio moyen du service de la dette par rapport aux exportations pour l'ensemble des pays d'Amérique latine était de 125% en 1982.² Cette année-là, les défauts de paiements se sont multipliés sous les effets conjugués de l'augmentation des taux d'intérêts réels et de la chute des cours des produits de base. Entre 1982 et 1983, plus de vingt pays du Tiers-monde ont dû négocier avec leurs principaux créanciers des accords de restructuration portant sur tout ou partie de leurs dettes. Dans le cadre de tels accords, les échéances sont le plus souvent rééchelonnées tandis que de nouveaux prêts sont accordés pour permettre au débiteur d'assurer au moins le paiement des intérêts dus. D'une manière générale, ces renégociations de dettes ne permettent pas de rétablir la solvabilité des pays débiteurs; leur dépendance à l'égard de l'étranger est perpétuée et leur marge de manœuvre pour mener une politique économique intérieure autonome est considérablement réduite.

Pour les pays les plus pauvres, le ratio du service de la dette est sensiblement plus faible que celui des pays évoqués ci-dessus. Ceci s'explique par des structures différentes de financement extérieur. Les pays à revenu intermédiaire ont recouru massivement au marché des euro-devises pour financer leurs déficits croissants. Les pays à faible revenu³ du fait même de leur pauvreté n'ont pas accès à cette source de crédit et dépendent principalement des flux d'aide publique au développement (APD), c'est-à-dire de dons et de prêts à des conditions de faveur dont le poids dans le service de la dette est donc faible. Au cours des années 1970, l'APD a représenté plus de 75% des apports de capitaux extérieurs vers ces pays. Cette aide n'a cependant que peu joué le rôle de «catalyseur» de développement que l'on

1 Source: Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1983*, p. 21 et 25, annexe statistique.

2 Source: *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*, 1982, p. 62.

3 La Banque mondiale classe les pays selon leur produit national brut par habitant. Les pays à faible revenu sont ceux pour lesquels cet indicateur était inférieur à 410 dollars en 1981. Il s'agit d'une vingtaine de pays de l'Afrique subsaharienne, d'une dizaine de pays d'Asie et de Haïti.

attendait d'elle. Au cours des années 1970, la dépendance des pays les moins avancés à l'égard de l'aide s'est considérablement accrue au point qu'en 1979, l'APD finançait la moitié des importations et les quatre cinquièmes des investissements de ces pays.⁴ Il faut relever que la dépendance vis-à-vis de l'extérieur se fait de plus en plus sentir dans le domaine alimentaire. Depuis le début des années 1960, les importations de céréales et les apports d'aide alimentaire sont montés en flèche. Cette tendance, lourde de conséquences, s'explique par la baisse de la production alimentaire par habitant dans un pays du Tiers-monde sur deux entre 1970 et 1980. Heureusement, les trois «géants» démographiques du Tiers-monde que sont la Chine, l'Inde et l'Indonésie sont parvenus à accroître sensiblement leur production alimentaire par habitant au cours de la même période.

Cette dépendance accrue a souvent été accompagnée sur le plan intérieur par un accroissement des inégalités. «Il est clair aujourd'hui (en 1977) que plus d'une décennie de croissance rapide dans les pays sous-développés ne s'est traduite que par un avantage faible, voire nul, pour le tiers de la population de ces pays. Bien que le revenu moyen par tête du Tiers-monde ait augmenté de 50% depuis 1960, cette croissance a été très inégalement répartie entre les pays, entre les régions à l'intérieur d'un pays et entre groupes socio-économiques.»⁵ Les sociétés de beaucoup de pays du Tiers-monde sont ainsi de plus en plus profondément divisées: d'un côté, une petite minorité jouissant d'un niveau de vie comparable à celui des classes aisées des sociétés industrielles occidentales; de l'autre, une majorité vivant dans des conditions précaires dont la partie la plus pauvre n'arrive plus à assurer la satisfaction de ses besoins fondamentaux. C'est un échec cuisant pour les politiques de développement nationales et internationales que d'aboutir à la «marginalisation» économique et sociale de secteurs croissants de la population.

Dans le Tiers-monde, la crise écologique se manifeste avant tout par la dégradation des terres cultivables et le déboisement. Ces deux phénomènes sont d'ailleurs liés à une utilisation des sols non conforme à leur vocation, du fait notamment d'un accès inégalitaire à cette ressource. «La dégradation du sol dans les pays du Tiers-monde serait telle qu'un tiers des terres arables serait perdu d'ici l'an 2000... La désertification augmente au rythme de 50 000 kilomètres carrés par an. La terre arable dénuée de sa végétation est lavée par les pluies et perd ainsi une substance qui 'fuit' vers la mer, et qu'elle ne retrouvera jamais.»⁶ Les effets de cette crise sur la production alimentaire seront redoutables, d'où un nouveau péril pour les populations les plus vulnérables. On est dans ce domaine fréquemment confronté à des chaînes de causalité cumulative et circulaire: plus on est

4 Source: OCDE, Coopération pour le développement, *Examen 1982*, p. 80.

5 Hollis Chenery et al., *Redistribution et croissance*, Paris, PUF, 1977, p. 9.

6 Léon Tabah, «Quelques réflexions en vrac sur les interrelations entre la population, les ressources, l'environnement et le développement», *Revue Tiers Monde*, t. XXIV, N° 94, avril-juin 1983, p. 424.

pauvre plus on est acculé à une utilisation écologiquement périlleuse des ressources naturelles, plus l'environnement se détériore, plus on s'enfonce dans la pauvreté; le déboisement et la dégradation des sols dans la région du Sahel ou sur les pentes de l'Himalaya sont l'illustration de telles chaînes de causalité.

La récession qui frappa les économies occidentales en 1974 marqua la fin des «glorieuses» années de forte croissance. La reprise des années 1976 à 1979 qui suscita quelques espoirs, ne fut que de faible ampleur et éphémère. Dès 1980, la croissance faiblit à nouveau, à quelques exceptions près, tandis que le chômage augmente dans des proportions importantes pour atteindre 8% de la population active dans l'ensemble des pays industriels à économie de marché, soit plus de trente millions de personnes.

Accompagnée de fermetures d'usines et de «redéploiement» des industries dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail, la récession met en évidence la vulnérabilité des sociétés industrielles. Un nouveau chapitre s'ouvre dans l'évolution de celles-ci, caractérisé par des ruptures et des bouleversements dans les domaines technologique, social et écologique.

La stagnation démographique et le vieillissement de la population, la baisse persistante de la croissance économique, les répercussions des nouvelles technologies sur l'emploi sont autant d'éléments qui portent à penser que les problèmes rencontrés sont beaucoup plus de caractère structurel que conjoncturel. La persistance, voire l'accroissement de la pauvreté,⁷ des disparités régionales, les atteintes croissantes à l'environnement, la diminution de la qualité de la vie qui résultent de ces phénomènes sont autant d'indications que les problèmes de développement ne sont pas l'apanage des sociétés du Tiers-monde. On réalise de plus en plus que la viabilité du modèle de développement occidental repose sur une croissance économique soutenue et que l'arrêt ou le ralentissement de cette croissance remet en cause certains traits du modèle, notamment dans ses mécanismes de redistribution du revenu.

D'un autre côté, les années 1970 nous ont aussi fait découvrir (ou redécouvrir) les profondes imbrications entre croissance économique et équilibre écologique. En 1972, le rapport «Halte à la croissance» du Club de Rome et la Conférence de Stockholm sur l'environnement font apparaître le spectre de l'épuisement des ressources non renouvelables et de l'augmentation rapide des pollutions de l'eau et de l'air. Même si certains économistes ont jugé excessifs les cris d'alarme lancés par les milieux écologistes, il n'en demeure pas moins que désormais on ne peut plus aborder la question du développement futur des sociétés industrielles sans élargir la réflexion aux problèmes posés par la dégradation de l'environnement et la raréfaction des

⁷ En 1983, les chiffres officiels estimaient à trente millions le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil officiel de la pauvreté aux Etats-Unis, ce qui représente 13% de la population totale.

ressources naturelles. Selon W. Léontief, «malgré une technologie plus rationnelle et plus économique quant à l'utilisation des matières premières, le monde entier devrait en consommer en l'espace des trente dernières années du XX^e siècle trois à quatre fois plus qu'il ne l'a fait depuis l'aube de la civilisation.»⁸ Comme l'a écrit E. Schumacher, on peut craindre que le système industriel moderne consomme la base même sur laquelle il est érigé, qu'il consomme un capital irremplaçable en le traitant comme un revenu.⁹

La crise économique, sociale et écologique que traversent actuellement les sociétés industrielles requiert donc une réflexion fondamentale sur le style de développement qui a prédominé surtout depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ceci d'autant plus que l'intégration croissante de l'économie mondiale rend de plus en plus insoutenable la coexistence d'une sur-consommation de ressources au Nord et de la misère dans de larges couches de la population du Sud.

On sait que depuis la deuxième guerre mondiale, le commerce international et les mouvements internationaux de capitaux ont connu une formidable expansion conduisant à la forte intégration actuelle de l'économie mondiale. Les jeunes Etats du Tiers-monde furent encouragés à participer à ce mouvement par les institutions sur lesquelles repose le semblant d'ordre économique international que nous connaissons aujourd'hui: le GATT, le FMI et la Banque mondiale. La vision dominante était en effet que l'accélération de la croissance dans ces pays pouvait le mieux être obtenue par des politiques visant à promouvoir les exportations.

A l'exception des nouveaux pays industriels d'Asie, les pays du Tiers-monde n'ont pas tiré autant d'avantages de cette politique que ne le laissait prévoir la théorie des coûts comparatifs. Une évolution peu favorable des termes de l'échange – sauf pour les pays exportateurs de pétrole –, un service de la dette de plus en plus lourd et le coût croissant des importations d'énergie se sont conjugués pour annuler les effets que l'on attendait d'une stratégie de promotion des exportations.

Le caractère asymétrique des relations économiques entre les pays du Nord et ceux du Sud a été particulièrement mis en évidence lors de la récession qui frappa les pays industriels. Face au climat social plus tendu provoqué par la montée du chômage, les gouvernements de ces pays ont renforcé les mesures protectionnistes pour venir en aide aux secteurs en difficulté. Cette politique jointe à la baisse de la demande provoquée par le ralentissement de la croissance a eu un impact dramatique sur les exportations du Tiers-monde. Dans le secteur des biens manufacturés, les industries de la confection, des textiles et de la chaussure furent particulièrement

8 W. Léontief. A.-P. Cartier, P. Petri, 1999. *L'expertise de Wassily Léontief. Une étude de l'ONU sur l'économie mondiale future*. Paris, Dunod, 1977, p. 20.

9 E.F. Schumacher, *Small is Beautiful, Economics as if People Mattered*, New York, Harper and Row, 1975, p. 20.

frappées par le protectionnisme. Pour les produits de base, la baisse de la demande s'accompagna d'une chute spectaculaire des cours qui atteignirent en 1982 leur niveau le plus bas depuis la deuxième guerre mondiale.

Plusieurs grands pays occidentaux dont les Etats-Unis menèrent depuis 1980 une politique monétaire restrictive pour combattre l'inflation. Les taux d'intérêts ont ainsi fortement augmenté en termes réels, ce qui a considérablement alourdi le coût du service de la dette des pays débiteurs du Tiers-monde. Enfin, sous l'effet de la récession, les dépenses destinées à l'aide publique au développement ont connu une stagnation, et dans certains cas un recul alors que les pays les plus pauvres qui reçoivent cette aide sont aussi ceux qui souffrent le plus grand manque à gagner du fait de la chute des cours des matières premières.

Dans le système mondial actuel, différents éléments se conjuguent qui empêchent la plupart des pays pauvres de tirer profit de leur intégration au marché mondial. C'est ce que désiraient les pays du Tiers-monde lorsqu'ils demandèrent en 1974 l'ouverture de négociations en vue de l'instauration d'un «nouvel ordre économique international» (NOEI). Quant aux pays industriels, qui n'ont jamais vraiment adhéré au programme du NOEI, ils ne considèrent pas que les réformes de structures proposées par les pays du Tiers-monde sont prioritaires. Pour eux, seule la reprise dans les économies du Nord pourra entraîner une amélioration de la situation des pays du Sud. Le dialogue Nord-Sud est donc au point mort.

III. Trois réponses à la crise

Le constat qui précède, aussi sommaire et schématique soit-il, indique à l'évidence que les problèmes actuels de l'économie mondiale concernent aussi bien les pays industriels que ceux du Tiers-monde. Quelles sont les politiques proposées pour les résoudre? On peut identifier trois approches principales qui, à partir de diagnostics différents, proposent des solutions très diverses pour sortir ces pays de leurs difficultés conjoncturelles et structurelles.

Les deux premières approches – monétariste et réformiste d'inspiration keynésienne – s'accordent sur un objectif prioritaire, la relance de la croissance de l'économie mondiale, mais elles divergent quant aux politiques à mettre en œuvre à cette fin. La troisième approche, en rupture avec la pensée contemporaine dominante sur le développement, propose de profonds changements dans les relations Nord-Sud.

Considérons d'abord l'approche monétariste. Les recommandations formulées par ses partisans sont fondées sur un diagnostic relativement uniforme, s'appliquant également aux économies industrielles et à celles des pays du Tiers-monde.¹⁰ Pour les monétaristes, la reprise de la croissance

10 L'approche monétariste connaît aujourd'hui de nombreuses applications. Le FMI s'en inspire largement dans les solutions qu'il préconise aux problèmes de balance de paiements

requiert le rétablissement des équilibres économiques et financiers nationaux et internationaux, c'est-à-dire en priorité, le contrôle de l'inflation. Celle-ci est due à une expansion trop rapide de la masse monétaire par rapport à la croissance du PNB en termes réels. La demande excessive qui résulte de cette situation n'est pas nécessairement satisfaite par un accroissement de l'offre, d'où une hausse des prix génératrice d'inflation et une augmentation des importations entraînant un déficit de la balance commerciale. Il faut ajouter que pour les monétaristes, le secteur public, par ses déficits, est souvent le principal responsable de l'inflation.

La politique préconisée consiste donc à rétablir d'abord l'équilibre des finances publiques par un programme de réduction des dépenses et d'accroissement des recettes (augmentation des tarifs des entreprises publiques, éventuellement des impôts). Pour casser la spirale inflationniste et rendre à l'économie sa compétitivité sur les marchés internationaux, on cherchera à limiter la hausse des salaires, voire à les réduire en termes réels en supprimant leur indexation. Pour contrôler la masse monétaire, le crédit bancaire est limité; enfin, une dévaluation de la monnaie et une libéralisation du contrôle des changes vise à rétablir l'équilibre de la balance des paiements courants – et la capacité de remboursement de la dette – par une diminution des importations et une augmentation des exportations.

L'approche monétariste de la crise actuelle des pays du Tiers-monde se caractérise donc par une gamme de mesures d'austérité visant à combattre l'inflation et à rétablir l'équilibre extérieur par la régulation de la demande et la promotion des exportations. Toutefois, la mise en œuvre de ces mesures comporte des coûts et des risques tant économiques que politiques: elles font supporter les coûts de l'ajustement d'une manière unilatérale aux pays en développement et, à l'intérieur de ceux-ci, aux couches populaires qui sont les premières touchées par la réduction des dépenses publiques, en particulier par l'augmentation des prix des produits de première nécessité. En outre, la récession et la montée du protectionnisme dans les pays du Nord font que les exportations se heurtent vite à des limites insurmontables. En effet, de nombreux pays appliquent la même politique d'austérité, c'est-à-dire cherchent à comprimer au maximum leurs importations. Une application stricte de cette politique dans un contexte déjà marqué par la récession risque d'aggraver celle-ci. La montée des taux d'intérêts et la baisse de la demande ont un effet déprimant sur l'activité économique en général et sur les investissements en particulier. Le résultat de la 'cure' peut ainsi aller à l'encontre de l'objectif poursuivi.¹¹

La deuxième approche, celle que nous appelons «réformiste» est d'inspiration keynésienne. Elle prend le contre-pied du monétarisme en voyant

des pays du Tiers-monde; elle a aussi guidé la politique économique de maints gouvernements, au Nord comme au Sud.

11 Pour une analyse critique des interventions du FMI auprès de gouvernements des pays du Tiers-monde, voir, par exemple, Richard Gerster, *Fallstricke der Verschuldung: der Internationale Währungsfond und die Entwicklungsländer*, Basel, Z-Verlag, 1982, 328 p.

dans la stimulation de la demande – et non dans sa restriction – le moyen de relancer l'économie mondiale. Il s'agit pour cela de poursuivre une politique volontariste de redistribution des revenus à l'échelle mondiale. C'est, selon cette approche, la seule voie qui permette la reprise de la croissance en évitant les coûts socialement et politiquement inacceptables des solutions préconisées par les monétaristes. Les deux rapports de la Commission Brandt vont dans ce sens.¹² Dans le dernier de ses rapports, la Commission considère que ce n'est pas l'inflation qui constitue la menace la plus grave pour l'économie mondiale, mais bien les politiques d'austérité qui accroissent les risques d'une dépression profonde et généralisée.

Cette approche réformiste prit de l'influence lorsqu'il devint évident, aux yeux des observateurs des relations Nord-Sud, que les stratégies de développement fondées sur l'accélération de la croissance des économies des pays du Tiers-monde ne donnaient pas les résultats escomptés. Dans beaucoup de pays, la croissance a été modeste et les inégalités dans la répartition des revenus se sont en général accrues entre pays riches et pays pauvres, entre pays du Tiers-monde et à l'intérieur de ces pays aussi bien socialement que régionalement. Cette prise de conscience provoque deux réactions importantes :

- dans les organisations internationales et dans les pays industriels une révision de la stratégie dominante de développement s'opère peu à peu. On cherche désormais à agir directement sur la distribution du revenu à l'intérieur des pays en satisfaisant en priorité les *besoins essentiels* de la partie la plus pauvre de la population ;
- pour les gouvernements des pays du Tiers-monde il s'agit de corriger les déséquilibres des relations Nord-Sud en adoptant avant tout, sous le titre du 'Nouvel ordre économique international' (NOEI), de nouvelles règles du jeu pour l'économie mondiale.

Les moyens de cette politique sont très variés. Dans les politiques nationales et internationales de développement, il s'agit de ne plus juger les investissements nouveaux uniquement en fonction de leur contribution à la croissance économique, mais de prendre en compte également leurs effets sur la répartition des revenus. Le choix des technologies peut jouer un rôle important à cet égard. Sur le plan international, il s'agit d'accroître les transferts financiers, le pouvoir d'achat des matières premières exportées, de réduire le coût d'acquisition des technologies, de faciliter l'accès des biens manufacturés des pays du Tiers-monde aux marchés des pays indus-

12 Il s'agit de *Nord-Sud: Un programme de survie*. Commission Brandt 1980. Paris, Gallimard (Idées), 535 p. et *Common Crisis. North-South: Cooperation for World Recovery*, Brandt Commission 1983, London, Pan Books, 174 p. La Commission s'est prononcée notamment en faveur de l'établissement de mécanismes de transfert automatiques, assurant aux pays pauvres un flux régulier de ressources pour le développement. Selon les propositions contenues dans le premier rapport, le financement pourrait se faire par des prélèvements sur le commerce international et/ou sur les dépenses militaires des Etats.

triels. Il s'agit aussi de renforcer le pouvoir de décision des pays du Tiers-monde notamment dans les institutions de Bretton Woods de façon à corriger durablement les relations inégales entre le Nord et le Sud.

Pour les monétaristes comme pour les réformistes, la situation actuelle de l'économie mondiale requiert que des ajustements soient faits. Ils divergent cependant sur une question fondamentale: qui doit supporter le coût de ces ajustements? Pour les premiers, ce coût est principalement à la charge des économies du Tiers-monde et – dans les faits – des couches sociales pauvres. Pour les seconds, les pays industriels doivent prendre en charge une partie substantielle de ce coût, que ce soit principalement par des transferts de ressources du Nord vers le Sud (point de vue de certains gouvernements du Nord), ou par des transferts accompagnés de modifications structurelles dans le fonctionnement de l'économie mondiale (point de vue des gouvernements du Sud, partisans du NOEI et de la CNUCED).

Il y a dans le débat contemporain sur le développement une troisième approche dont l'influence sur les politiques est bien moins marquée que celle des approches évoquées plus haut. Elle a pour objectif principal un développement autocentré des pays du Tiers-monde et rejette ainsi la thèse selon laquelle le développement des économies du Tiers-monde passe par leur plus forte intégration au marché mondial.

Cette approche se fonde sur la théorie de la dépendance élaborée dans les années 1960 par des économistes et sociologues originaires pour la plupart de pays du Tiers-monde.¹³ «La dépendance est une situation dans laquelle l'économie de certains pays est déterminée par le développement et l'expansion de l'économie d'un autre pays auxquels elle est soumise.»¹⁴ Selon l'expression de Guy Caire,¹⁵ le sous-développement est ainsi «un produit génétique de l'expansion historique des économies capitalistes». Le trait majeur de la théorie de la dépendance est donc de souligner le caractère inégal, asymétrique des relations entre les économies dominantes du «centre» et les économies dominées de la «périphérie». Elle s'oppose ainsi radicalement aux courants de pensée néo-classique et keynésien qui suggèrent qu'une division internationale du travail plus poussée est une source de croissance et de mieux-être pour l'ensemble des participants à l'économie mondiale. Pour les théoriciens de la dépendance, tous les transferts de ressources du Nord vers le Sud préconisés par les stratégies dominantes de développement ne peuvent provoquer qu'un assujettissement accru de la périphérie au centre, notamment en freinant la mobilisation intérieure de

13 L'ouvrage publié sous la direction de Dieter Senghaas intitulé *Imperialismus und Strukturelle Gewalt, Analyse über abhängige Reproduktion*, Frankfort, Suhrkamp, 1972, 405 p. contient une bibliographie très complète de la littérature sur la problématique de la dépendance.

14 Theotonio Dos Santos, *Über die Struktur der Abhängigkeit* in Senghaas, *op. cit.* p. 243.

15 G. Caire, «Histoire recette ou histoire méthode: à propos de la problématique rostovienne et des paradigmes dominants de l'économie du développement», *Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA*, Série F, N° 29, 1983.

ressources pour le développement dans les pays du Tiers-monde. Il n'y a donc pas de développement sans une transformation structurelle profonde des relations entre le Nord et le Sud et des sociétés du Tiers-monde elles-mêmes. L'objectif de cette transformation serait de permettre aux groupes sociaux majoritaires mais dominés des pays du Tiers-monde de conquérir la maîtrise de leur développement notamment en réduisant significativement et sélectivement leurs relations commerciales et financières avec les pays industriels.

Peu de pays du Tiers-monde ont jusqu'ici pu et/ou voulu poursuivre cette politique. La marge de manœuvre dont disposerait un gouvernement désireux de le faire est le plus souvent extrêmement étroite du fait d'une part de l'imbrication très forte des économies du Tiers-monde avec l'économie mondiale et, d'autre part, des puissants groupes d'intérêts qui, à l'intérieur des pays, tirent profit et pouvoir de leurs relations avec les pays industriels.

IV. Vers une approche intégrée

Quelle conclusion tirer de cette mise en parallèle schématique des problèmes contemporains de développement et des approches qui sont en général proposées pour les résoudre ? Il s'agit moins ici de dénoncer une fois de plus l'échec des stratégies de développement que de discuter le cadre conceptuel des approches dominantes, c'est-à-dire monétaristes et d'inspiration keynésienne. La thèse que nous présentons ici est que ce cadre est trop étroit et de ce fait inadapté aux problèmes que les sociétés industrielles et du Tiers-monde doivent résoudre au cours des prochaines décennies.

Il faut d'abord noter que ces approches ne considèrent que le court et le moyen termes. Mais on ne peut plus aujourd'hui, compte tenu des connaissances acquises sur notre environnement naturel, raisonner comme si les ressources naturelles étaient disponibles en quantités illimitées. Les ressources non-renouvelables seront de plus en plus difficilement accessibles, c'est-à-dire à des coûts d'extraction croissants. Même les ressources renouvelables telles que l'air ou l'eau ne seront disponibles – au moins dans certaines régions du monde – que dans des compositions qui les rendront nocives à la consommation humaine immédiate. En négligeant les rapports de plus en plus problématiques de l'économie avec son environnement naturel, les approches traditionnelles ignorent la base même sur laquelle reposent toutes les activités de la société humaine.¹⁶ Il n'est plus tenable aujourd'hui, du moins dans les pays industriels, de fonder une stratégie de développement sur la perspective d'une croissance économique sans fin. Et

16 Comme l'a démontré l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen, l'économie dominante fait abstraction du contenu purement matériel des valeurs d'échange. Elle ignore ainsi les retombées physiques des activités économiques et les flux d'énergie et de matières qui les soutiennent. Voir l'ouvrage de cet auteur *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge-London, Harvard University Press, 1976.

pourtant, c'est ce qui est fait lorsque les gouvernements occidentaux proposent une relance de la croissance pour sortir de la récession alors même que chacun sait, comme le relève Denis Goulet, que «même pour les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne, un développement souhaitable n'est pas synonyme de croissance économique maximale, d'urbanisation incontrôlée, d'industrialisation centralisée ou de hauts niveaux de consommation de masse.»¹⁷

Les approches dominantes ont de plus tendance à réduire la réalité sociale à ses dimensions économiques. L'influence dans les processus de développement de facteurs sociaux et culturels est reconnue mais sans que cette reconnaissance ait une portée dans la mise en œuvre des politiques de développement. Les dimensions économiques sont elles-mêmes réduites à quelques variables jugées d'importance stratégique: le taux d'investissement, le coefficient de capital, la masse monétaire, etc.

Dans leurs pratiques, les responsables de la gestion de l'appareil de l'Etat, des entreprises et des institutions internationales utilisent des approches qui s'inspirent de versions simplifiées, sinon simplistes, de théories économiques dont les hypothèses de base (on pourrait aussi dire le paradigme) n'ont que peu de rapports avec les résultats d'une observation de la réalité sociale. Ainsi en est-il du comportement des agents économiques ou des mécanismes de décision économique. Que dire alors de la transposition de ces théories et de ces approches dans des sociétés culturellement, socialement et politiquement différentes de celles dans lesquelles elles ont été élaborées? On peut donc dire des approches dominantes qu'elles sont inadaptées aux problèmes de développement des pays du Tiers-monde et qu'elles ignorent le plus souvent ceux des pays industriels.

Cette situation ne rend pas justice à la théorie économique traditionnelle néo-classique et keynésienne dont les analyses sont plus nuancées et plus riches que l'utilisation qui en est faite par les praticiens de l'économie. Elle ne tient pas non plus compte des apports d'autres courants de pensée sur le développement.

Citons, d'abord, le courant dissident de l'économie institutionnaliste dont les théoriciens ont élaboré un cadre conceptuel mieux adapté à l'analyse des problèmes de développement que celui des néo-classiques et des keynésiens parce que plus large, c'est-à-dire prenant mieux en compte la richesse de la réalité sociale. «L'économie institutionnaliste a toujours cherché à représenter de façon cohérente les processus économiques comme faisant partie d'un système social complexe... Les institutionnalistes ont trouvé qu'il était problématique et même inacceptable d'opérer des classements distinguant les facteurs soi-disant économiques et non-économiques et séparant les processus économiques et sociaux.»¹⁸

17 D. Goulet, «Obstacles to World Development: An Ethical Reflection», *World Development*, Vol. 11, № 7, 1983, p. 613.

18 K. W. Kapp, «The Nature and Significance of Institutional Economics», *Kyklos*, Vol. 29, april 1976, p. 213.

L'ouvrage monumental de Gunnar Myrdal, le *Drame de l'Asie*, publié en 1968, est une démonstration de ce que l'économie institutionnaliste peut offrir à l'analyse du développement des pays du Tiers-monde. Myrdal y examine les causes et les conséquences de la pauvreté dans plusieurs pays de l'Asie du Sud, dont l'Inde. La démarche consiste à étudier l'ensemble du système social et les interdépendances entre les différentes composantes de ce système. Myrdal veut donc avoir une perception globale du développement, ce dernier supposant que des changements interviennent dans tous les éléments du système social, c'est-à-dire dans les attitudes individuelles, les institutions, les conditions de production et les productivités et enfin dans les niveaux de vie (en particulier des plus pauvres). Selon le modèle théorique de l'économie institutionnaliste, le développement est le résultat d'une chaîne de causalité circulaire et cumulative qui met en mouvement l'ensemble du système social dans une direction jugée souhaitable. La définition de ce qui est souhaitable doit amener les économistes à expliciter la perspective et les valeurs qu'ils adoptent. La tâche des planificateurs et de tous les «acteurs du développement» est de s'attaquer aux cercles vicieux du sous-développement pour les transformer en «cercles vertueux». Pour surmonter les obstacles et induire les changements souhaités, il faut donc agir simultanément sur tous les facteurs en jeu dans les chaînes de causalité. Mobiliser l'épargne pour accroître la formation de capital – ce facteur stratégique des approches dominantes – est loin d'être une condition suffisante pour entraîner le système social dans un processus cumulatif qui mériterait le qualificatif de développement. Si des changements n'apparaissent pas simultanément dans d'autres domaines – niveaux de vie, accès à l'éducation et à une formation appropriée, accès aux ressources, notamment à la terre –, la croissance n'induira pas le développement; elle pourra au contraire accentuer les disparités sociales et régionales.

L'approche de l'écodéveloppement est la plus récente. Le terme, créé en 1972 lors de la conférence de Stockholm sur l'environnement, recouvrait au départ une stratégie de développement respectueuse des équilibres écologiques. Rapidement cependant, le concept s'élargit pour devenir un programme d'action pour un «autre développement» proposé aussi bien aux sociétés industrielles qu'à celles du Tiers-monde. «Le développement est un tout: c'est un processus culturel intégral chargé de valeurs; il englobe l'environnement naturel, les rapports sociaux, l'éducation, la production, la consommation, le bien-être. La diversité dans les voies de développement répond à la spécificité des situations culturelles ou naturelles; il n'y a pas de formule universelle. Le développement est endogène; il surgit seulement du *for intérieur* de chaque société, définissant souverainement sa vision ou son projet, comptant d'abord sur ses propres forces (*self-reliance*), tirant rationnellement parti de ses propres ressources et coopérant avec les sociétés qui partagent ses problèmes et ses aspirations.»¹⁹ On retrouve dans

19 Rapport Dag Hammarskjöld 1975, Que Faire, un autre développement *Development Dialogue*, 1975, N° 1/2, p. 7.

cette approche des éléments de la théorie de la dépendance qui préconise un développement auto-centré.

L'approche de l'écodéveloppement représente une volonté de synthèse des acquis des sciences sociales et naturelles. Elle postule la diversité des cultures, le caractère indivisible du fait social et des besoins humains – matériels et non matériels. Elle relie aussi la répartition des richesses et de l'accès aux ressources à celui de l'utilisation plus ou moins rationnelle de ces ressources: «Le paradoxe du monde où nous vivons, c'est donc que la maldistribution de la richesse provoque simultanément le gaspillage sur les deux pôles de la société. Les riches surconsomment et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles; ils le font par surcroît en utilisant très mal de vastes espaces de terre potentiellement agricoles. Les pauvres sous-consomment et, acculés par la misère, ils surutilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. La lutte contre le gaspillage apparaît ainsi indissolublement liée à celle contre la misère et contre la mauvaise gestion de l'environnement.»²⁰

Ces références aux approches institutionnaliste et de l'écodéveloppement indiquent qu'il existe des cadres conceptuels plus adaptés à aborder les problèmes de ce temps que ceux issus des théories économiques traditionnelles. L'intégration nécessaire des variables affectant les éléments du système social (dont l'économie) et son environnement naturel requiert une approche systémique «née au cours des trente dernières années de la fécondation entre plusieurs disciplines, notamment la biologie, la théorie de l'information, la cybernétique. . . La démarche systémique englobe la totalité des éléments, ainsi que leurs interactions et leurs interdépendances dynamiques. La capacité de riposte doit elle aussi être dynamisée. Au contraire de la démarche analytique qui isole les facteurs, considère leurs interactions en modifiant une seule variable à la fois, et vise à des actions ponctuelles qui peuvent désorganiser l'ensemble du système, la démarche systémique fait apparaître les relations entre les facteurs en modifiant des groupes de variables simultanément, intégrant la durée et la réversibilité, pour faire apparaître le devenir du système, et conduire finalement à une connaissance utile pour l'action.»²¹

Toute approche comprend des valeurs, implicites ou explicites, en fonction desquelles l'action est orientée dans un sens jugé souhaitable. Dans l'approche intégrée que nous proposons, l'évolution du système mondial serait jugée positive si elle conduisait à une réduction des disparités sociales et entre régions géographiques, si elle respectait la diversité et la richesse des cultures, y compris celles des minorités et si elle assurait la reproduction à long terme des sociétés humaines par la préservation des équilibres de l'environnement naturel et une gestion rationnelle des ressources.

20 I. Sachs, *Stratégies de l'écodéveloppement*. Paris, Les Editions ouvrières, 1980, p. 21.

21 L. Tabah, *op. cit.*, p. 428.

S'il est évident que les approches monétaristes et d'inspiration keynésienne dominent la scène actuellement, on peut constater une prise de conscience accrue des problèmes nouveaux auxquels sont confrontées les sociétés du Nord et du Sud. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène. Mentionnons d'abord l'apparition brusque et parfois dramatique de la problématique écologique au cœur des sociétés industrielles aussi bien que dans le Sahel ou la forêt amazonienne. Citons ensuite les réflexions, les débats suscités dans des couches de plus en plus larges de la population sur le développement comparé des pays du Sud et du Nord et sur le destin commun de leurs habitants. Tout cela devrait encourager l'émergence d'une approche intégrée du développement qui réponde aux problèmes et défis du XXI^e siècle.

